Datacenter Saint-Louis

Trente contributions pour chaque quartier des 15e et 16e arrondissements

Consultation du public sur la demande d'autorisation environnementale déposée par ESL Properties (groupe Edged Energy) pour un centre de données de 20 MW informatiques, 29,5 MW raccordés, 12 groupes électrogènes de 8,164 MW et 500 m³ de carburant enterrés, 336 rue de Lyon, Marseille 15e. Registre ouvert du 24 août au 24 novembre 2026 à minuit.

18 quartiers · 540 pages de contributions · 30 arguments sourcés

Recueil établi le 26/09/2026 par le collectif Citoyen·ne·s de Marseille à partir des pièces du dossier, des avis officiels (MRAe, ARS, DDTM 13, Métropole, Ville) et des actes publics. Découpage en dix-huit quartiers d'après les périmètres des comités d'intérêt de quartier (annuaire 2026 de la Confédération générale des CIQ) ; ces comités ne sont pas les auteurs de ce recueil, chaque habitant·e, association ou collectif est libre de s'en servir.

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

MODE D'EMPLOI

Comment utiliser ce recueil

Chaque page est une contribution autonome : un argument, l'enjeu pour le quartier, ce que montre le dossier, ce que nous demandons, les sources. Elle peut être déposée telle quelle, mais elle sera plus forte reformulée avec vos mots et complétée par un fait vécu : un relevé de bruit, une photo, un témoignage, une date.

Déposez de préférence plusieurs contributions distinctes plutôt qu'une seule longue : le rapport du commissaire enquêteur doit reprendre chaque observation et la réponse du pétitionnaire. Une demande précise appelle une réponse précise ; un silence sera consigné.

Ne déposez pas deux fois le même texte sous des noms différents. Les trente contributions de chaque quartier sont différentes entre elles, et les formulations varient d'un quartier à l'autre, mais deux quartiers voisins peuvent porter le même argument : c'est normal, un même fait concerne tout le secteur. Chaque page existe aussi en version web, à parcourir et à copier depuis le site indiqué en pied de page.

Dépôt : sur le registre numérique (adresse en pied de page), sur le registre papier de la mairie des 15e et 16e (246 rue de Lyon) aux heures d'ouverture, ou par courrier au commissaire enquêteur. Réunion publique de clôture le 17 novembre 2026 à 18 h ; dernière permanence le 24 novembre ; clôture le 24 novembre à minuit, sans prolongation possible.

Rappel : cette procédure « parallélisée » n'est pas une enquête publique. Le commissaire enquêteur ne rend pas d'avis favorable ou défavorable ; son rapport est une synthèse contradictoire des observations et des réponses. D'où l'importance de la précision et des sources.

Tous les faits cités sont vérifiables dans les pièces indiquées ; le dossier complet, les avis et les extraits sont rassemblés sur le site indiqué en pied de page. Signalez toute erreur à contact@urgence-marseille.fr.

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Accates – Borels – La Mure

Situation : à 3,4 km au nord du site, quartier(s) Les Borels. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
2	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
3	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
4	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
5	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
6	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
7	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
8	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
9	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
10	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
11	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
12	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
13	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
14	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
15	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
16	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
17	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
18	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
19	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
20	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
21	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
22	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
23	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
24	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
25	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
26	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
27	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
28	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
29	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
30	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les Borels et la Mure, le vallon des Aygalades est en vue directe : le datacenter en sera le bâtiment le plus haut, sans qu'aucune étude paysagère n'ait été faite depuis nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le vallon des Aygalades conduit le panache vers le nord ; nous sommes en bordure du rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le vallon des Aygalades conduit le panache vers le nord ; nous sommes en bordure du rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les Borels et la Mure, le vallon des Aygalades est en vue directe : le datacenter en sera le bâtiment le plus haut, sans qu'aucune étude paysagère n'ait été faite depuis nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le vallon des Aygalades conduit le panache vers le nord ; nous sommes en bordure du rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le vallon des Aygalades conduit le panache vers le nord ; nous sommes en bordure du rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le vallon des Aygalades conduit le panache vers le nord ; nous sommes en bordure du rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Borels, les Accates et La Mure sont à 3,4 kilomètres au nord du site, sur le versant qui domine le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Accates – Borels – La Mure (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Saint-Antoine – Les Bastides – Plan

Situation : à 4,4 km au nord du site, quartier(s) Saint-Antoine. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
2	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
3	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
4	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
5	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
6	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
7	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
8	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
9	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
10	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
11	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
12	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
13	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
14	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
15	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
16	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
17	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
18	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
19	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
20	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
21	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
22	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
23	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
24	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
25	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
26	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
27	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
28	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
29	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m^3 de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
30	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le réseau électrique de Saint-Antoine et des quartiers nord dépend des mêmes postes sources : 29,5 MW réservés à un seul site pèsent sur la capacité disponible pour nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le réseau électrique de Saint-Antoine et des quartiers nord dépend des mêmes postes sources : 29,5 MW réservés à un seul site pèsent sur la capacité disponible pour nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le réseau électrique de Saint-Antoine et des quartiers nord dépend des mêmes postes sources : 29,5 MW réservés à un seul site pèsent sur la capacité disponible pour nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le prolongement nord du tramway T3 par la rue de Lyon est le projet de transport que Saint-Antoine attend depuis vingt ans : un permis déclaré incompatible avec ce tramway et son plan de circulation nous concerne autant que les riverains du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le réseau électrique de Saint-Antoine et des quartiers nord dépend des mêmes postes sources : 29,5 MW réservés à un seul site pèsent sur la capacité disponible pour nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Antoine est à 4,4 kilomètres au nord du site, au bout de la rue de Lyon qui nous relie à Saint-Louis et au reste de la ville.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Antoine – Les Bastides – Plan (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Saint-Louis

Situation : à 1,4 km au nord du site, quartier(s) Saint-Louis. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
2	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
3	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
4	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
5	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
6	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
7	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
8	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
9	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
10	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
11	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
12	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
13	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
14	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
15	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
16	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
17	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
18	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
19	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
20	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
21	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
22	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
23	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
24	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
25	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
26	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
27	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
28	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
29	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
30	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades longe le site à moins de dix mètres avant de traverser le parc François-Billoux, au cœur de notre quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Louis a perdu 130 emplois industriels à la fermeture de la sucrerie ; le quartier attendait du site les 800 emplois annoncés en 2022, puis les métiers du cinéma et la formation des jeunes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades longe le site à moins de dix mètres avant de traverser le parc François-Billoux, au cœur de notre quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis la rue de Lyon, le parc François-Billoux et les rues qui montent vers l'avenue de Saint-Louis, le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées seront la nouvelle ligne d'horizon du quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les douze cheminées de 43 mètres se dresseront au milieu de l'habitat de Saint-Louis ; les logements les plus proches sont à dix mètres de l'emprise et les écoles de la Visitation à 240 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Louis a perdu 130 emplois industriels à la fermeture de la sucrerie ; le quartier attendait du site les 800 emplois annoncés en 2022, puis les métiers du cinéma et la formation des jeunes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les douze cheminées de 43 mètres se dresseront au milieu de l'habitat de Saint-Louis ; les logements les plus proches sont à dix mètres de l'emprise et les écoles de la Visitation à 240 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La rue de Lyon, déjà à plus de 10 000 véhicules par jour, est l'artère de Saint-Louis ; le chantier, les livraisons de carburant et le tramway s'y croiseront.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis la rue de Lyon, le parc François-Billoux et les rues qui montent vers l'avenue de Saint-Louis, le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées seront la nouvelle ligne d'horizon du quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les riverains de la rue de Lyon, de l'avenue des Aygalades et de l'impasse Laurent-Poudrette sont en limite immédiate du site : ce sont eux que les émergences modélisées en limite est et nord concernent.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les douze cheminées de 43 mètres se dresseront au milieu de l'habitat de Saint-Louis ; les logements les plus proches sont à dix mètres de l'emprise et les écoles de la Visitation à 240 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les douze cheminées de 43 mètres se dresseront au milieu de l'habitat de Saint-Louis ; les logements les plus proches sont à dix mètres de l'emprise et les écoles de la Visitation à 240 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site porte le nom de notre quartier. Les habitations les plus proches sont à dix mètres de l'emprise, la résidence de la Visitation et ses écoles à 240 mètres, le parc François-Billoux et la mairie de secteur à 600 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades longe le site à moins de dix mètres avant de traverser le parc François-Billoux, au cœur de notre quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les douze cheminées de 43 mètres se dresseront au milieu de l'habitat de Saint-Louis ; les logements les plus proches sont à dix mètres de l'emprise et les écoles de la Visitation à 240 mètres.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades longe le site à moins de dix mètres avant de traverser le parc François-Billoux, au cœur de notre quartier.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Louis (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

La Cabucelle

Situation : à 0,6 km au sud du site, quartier(s) La Cabucelle. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
2	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
3	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
4	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
5	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
6	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
7	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
8	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
9	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
10	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
11	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
12	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
13	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
14	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
15	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
16	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
17	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
18	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
19	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
20	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
21	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
22	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
23	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
24	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
25	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
26	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
27	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
28	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
29	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
30	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Cabucelle a vécu de la sucrerie pendant un siècle ; ses habitants attendaient du site des emplois accessibles, pas une installation de 30 salariés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis la rue de Lyon et les rues de La Cabucelle, le bâtiment de 33 mètres fermera la vue vers le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par mistral, le panache des douze cheminées porte vers le sud-est, c'est-à-dire vers La Cabucelle, les Crottes et Saint-Mauront, dans un secteur où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par mistral, le panache des douze cheminées porte vers le sud-est, c'est-à-dire vers La Cabucelle, les Crottes et Saint-Mauront, dans un secteur où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par mistral, le panache des douze cheminées porte vers le sud-est, c'est-à-dire vers La Cabucelle, les Crottes et Saint-Mauront, dans un secteur où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par mistral, le panache des douze cheminées porte vers le sud-est, c'est-à-dire vers La Cabucelle, les Crottes et Saint-Mauront, dans un secteur où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Cabucelle a vécu de la sucrerie pendant un siècle ; ses habitants attendaient du site des emplois accessibles, pas une installation de 30 salariés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La rue de Lyon est notre rue principale : le plan de circulation du tramway, la voirie traversante vers le boulevard Lavoisier et les flux du chantier passent chez nous.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par mistral, le panache des douze cheminées porte vers le sud-est, c'est-à-dire vers La Cabucelle, les Crottes et Saint-Mauront, dans un secteur où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les immeubles de La Cabucelle situés face au site, de l'autre côté de la rue de Lyon, sont dans le champ des émergences modélisées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le site est à la limite de La Cabucelle et de Saint-Louis, à 600 mètres du cœur de notre quartier, le long de la rue de Lyon qui le traverse.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis la rue de Lyon et les rues de La Cabucelle, le bâtiment de 33 mètres fermera la vue vers le vallon des Aygalades.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Cabucelle (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Aygalades – Quatre-Chemins

Situation : à 2,5 km au nord du site, quartier(s) Les Aygalades. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
2	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
3	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
4	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
5	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
6	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
7	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
8	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
9	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
10	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
11	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
12	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
13	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m^3 de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
14	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
15	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
16	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
17	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
18	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
19	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
20	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
21	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
22	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
23	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
24	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
25	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
26	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
27	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
28	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
29	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
30	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon des Aygalades vers les Quatre-Chemins ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon des Aygalades vers les Quatre-Chemins ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades est le fil conducteur de notre quartier ; sa ripisylve, la continuité écologique vers le futur parc des Aygalades et la nappe qui l'accompagne sont directement exposées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon des Aygalades vers les Quatre-Chemins ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'avenue des Aygalades, qui dessert notre quartier, borde le site à l'est et recevra une partie des accès du chantier et de l'exploitation.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis l'avenue des Aygalades et les hauteurs des Quatre-Chemins, le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées s'imposeront dans la perspective du vallon.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades est le fil conducteur de notre quartier ; sa ripisylve, la continuité écologique vers le futur parc des Aygalades et la nappe qui l'accompagne sont directement exposées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon des Aygalades vers les Quatre-Chemins ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon des Aygalades vers les Quatre-Chemins ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis l'avenue des Aygalades et les hauteurs des Quatre-Chemins, le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées s'imposeront dans la perspective du vallon.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades est le fil conducteur de notre quartier ; sa ripisylve, la continuité écologique vers le futur parc des Aygalades et la nappe qui l'accompagne sont directement exposées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le vallon canalise le bruit : les émergences modélisées en limite est du site, côté avenue des Aygalades, concernent les habitations situées de notre côté.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le ruisseau des Aygalades est le fil conducteur de notre quartier ; sa ripisylve, la continuité écologique vers le futur parc des Aygalades et la nappe qui l'accompagne sont directement exposées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Notre quartier est traversé par le ruisseau des Aygalades, qui longe ensuite le site à moins de dix mètres, et par l'avenue des Aygalades qui borde le datacenter à l'est.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Aygalades – Quatre-Chemins (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Verduron

Situation : à 4,3 km au nord du site, quartier(s) Verduron. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
2	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
3	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
4	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
5	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m^3 de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
6	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
7	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
8	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
9	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
10	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
11	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
12	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
13	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
14	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
15	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
16	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
17	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
18	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
19	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
20	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
21	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
22	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
23	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
24	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
25	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
26	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
27	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
28	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
29	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
30	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis Verduron, la vue embrasse le vallon des Aygalades jusqu'au port : aucune vue d'insertion du permis n'a été prise depuis les collines habitées, alors que c'est de là que le bâtiment sera le plus visible.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis Verduron, la vue embrasse le vallon des Aygalades jusqu'au port : aucune vue d'insertion du permis n'a été prise depuis les collines habitées, alors que c'est de là que le bâtiment sera le plus visible.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La rue de Lyon est l'axe qui relie nos quartiers à la ville ; le tramway attendu et le plan de circulation associé sont remis en cause par le permis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Verduron est à un peu plus de quatre kilomètres au nord du site, sur les hauteurs qui dominent le vallon des Aygalades et la rade.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Verduron (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Baumillons – Bourrely – Bigotte

Situation : à 5,1 km au nord du site, quartier(s) Saint-Antoine, Notre-Dame Limite. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
2	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
3	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
4	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
5	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
6	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
7	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
8	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
9	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
10	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
11	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
12	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
13	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
14	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
15	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
16	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
17	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
18	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
19	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
20	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
21	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
22	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
23	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
24	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
25	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
26	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
27	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
28	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
29	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
30	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La capacité du réseau électrique des quartiers nord n'est pas extensible : 29,5 MW pour un seul site, c'est autant de moins pour les rénovations, les écoles et les logements de nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les habitants des Baumillons, de Bourrely et de la Bigotte attendent le prolongement du tramway par la rue de Lyon ; un permis jugé incompatible avec ce tramway les concerne au premier chef.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La capacité du réseau électrique des quartiers nord n'est pas extensible : 29,5 MW pour un seul site, c'est autant de moins pour les rénovations, les écoles et les logements de nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La capacité du réseau électrique des quartiers nord n'est pas extensible : 29,5 MW pour un seul site, c'est autant de moins pour les rénovations, les écoles et les logements de nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La capacité du réseau électrique des quartiers nord n'est pas extensible : 29,5 MW pour un seul site, c'est autant de moins pour les rénovations, les écoles et les logements de nos quartiers.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos quartiers sont à cinq kilomètres au nord du site, sur les mêmes axes et dans le même bassin d'air que Saint-Louis, avec lequel nous partageons le réseau électrique et le tramway attendu.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Baumillons – Bourrely – Bigotte (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

La Calade

Situation : à 1,0 km au nord-ouest du site, quartier(s) La Calade. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
2	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
3	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
4	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
5	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
6	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
7	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
8	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
9	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
10	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
11	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
12	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
13	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
14	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
15	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
16	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
17	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
18	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
19	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
20	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
21	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
22	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
23	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
24	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
25	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
26	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
27	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
28	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
29	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
30	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste source de La Calade, annoncé pour le troisième trimestre 2030 au plus tôt, et la seconde liaison haute tension de 20 MW seront construits dans notre quartier : ces travaux font partie du projet et n'ont pas été évalués.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Sur le chemin de la Madrague-Ville, la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare un parc d'activités de 1,9 hectare : notre quartier attend des emplois de ces sites, pas seulement des infrastructures.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les hauteurs de La Calade, le vallon des Aygalades est visible en entier : un bâtiment de 33 mètres et douze cheminées de 43 mètres y seront le point le plus haut.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est ou de sud-est, le panache des cheminées porte vers La Calade et le chemin de la Madrague-Ville ; nous sommes à un kilomètre du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est ou de sud-est, le panache des cheminées porte vers La Calade et le chemin de la Madrague-Ville ; nous sommes à un kilomètre du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste source de La Calade, annoncé pour le troisième trimestre 2030 au plus tôt, et la seconde liaison haute tension de 20 MW seront construits dans notre quartier : ces travaux font partie du projet et n'ont pas été évalués.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon, nos accès quotidiens, recevront les flux du chantier, des livraisons de carburant et du futur parc d'activités Brownfields.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est ou de sud-est, le panache des cheminées porte vers La Calade et le chemin de la Madrague-Ville ; nous sommes à un kilomètre du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est ou de sud-est, le panache des cheminées porte vers La Calade et le chemin de la Madrague-Ville ; nous sommes à un kilomètre du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste source de La Calade, annoncé pour le troisième trimestre 2030 au plus tôt, et la seconde liaison haute tension de 20 MW seront construits dans notre quartier : ces travaux font partie du projet et n'ont pas été évalués.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Sur le chemin de la Madrague-Ville, la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare un parc d'activités de 1,9 hectare : notre quartier attend des emplois de ces sites, pas seulement des infrastructures.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est ou de sud-est, le panache des cheminées porte vers La Calade et le chemin de la Madrague-Ville ; nous sommes à un kilomètre du site.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les hauteurs de La Calade, le vallon des Aygalades est visible en entier : un bâtiment de 33 mètres et douze cheminées de 43 mètres y seront le point le plus haut.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La Calade est à un kilomètre au nord-ouest du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS ; c'est chez nous que doit être construit le poste Enedis qui portera 20 des 29,5 MW du raccordement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste source de La Calade, annoncé pour le troisième trimestre 2030 au plus tôt, et la seconde liaison haute tension de 20 MW seront construits dans notre quartier : ces travaux font partie du projet et n'ont pas été évalués.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier La Calade (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Le Mont d'Or

Situation : à 4,9 km au nord du site, quartier(s) La Viste. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
2	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
3	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
4	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
5	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
6	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
7	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
8	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
9	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
10	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
11	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
12	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
13	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
14	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
15	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
16	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
17	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
18	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
19	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
20	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
21	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
22	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
23	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
24	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
25	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
26	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
27	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
28	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
29	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
30	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution des quartiers nord ne s'arrêtent pas au rayon de trois kilomètres : le bassin d'air est commun, et l'ARS y constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution des quartiers nord ne s'arrêtent pas au rayon de trois kilomètres : le bassin d'air est commun, et l'ARS y constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution des quartiers nord ne s'arrêtent pas au rayon de trois kilomètres : le bassin d'air est commun, et l'ARS y constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les hauteurs du Mont d'Or, le vallon des Aygalades et le port se lisent d'un seul regard : le bâtiment de 33 mètres et ses douze cheminées y apparaîtront comme un repère industriel nouveau.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution des quartiers nord ne s'arrêtent pas au rayon de trois kilomètres : le bassin d'air est commun, et l'ARS y constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les hauteurs du Mont d'Or, le vallon des Aygalades et le port se lisent d'un seul regard : le bâtiment de 33 mètres et ses douze cheminées y apparaîtront comme un repère industriel nouveau.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution des quartiers nord ne s'arrêtent pas au rayon de trois kilomètres : le bassin d'air est commun, et l'ARS y constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Mont d'Or domine les quartiers nord à cinq kilomètres du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS mais dans le même bassin d'air et sur les mêmes axes.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Le Mont d'Or (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Plateau de la Viste

Situation : à 2,7 km au nord du site, quartier(s) La Viste. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
2	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
3	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
4	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
5	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
6	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
7	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
8	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
9	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
10	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
11	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
12	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
13	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
14	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
15	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
16	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
17	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
18	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
19	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
20	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
21	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
22	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
23	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
24	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
25	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
26	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
27	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
28	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
29	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
30	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis le belvédère de la Viste, le regard porte sur tout le vallon jusqu'au port : le bâtiment de 33 mètres et ses douze cheminées seront en pleine vue, sans qu'aucune vue d'insertion n'ait été réalisée depuis les hauteurs.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste de La Calade qui doit alimenter le datacenter est à nos pieds ; la capacité électrique restante pour les quartiers de la Viste n'est pas indiquée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon vers La Viste ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres où l'ARS dénombre 51 écoles et 43 crèches.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon vers La Viste ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres où l'ARS dénombre 51 écoles et 43 crèches.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

La rue de Lyon et l'avenue de la Viste sont nos accès vers la ville : le plan de circulation du tramway et la voirie traversante demandée par la Métropole nous concernent directement.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon vers La Viste ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres où l'ARS dénombre 51 écoles et 43 crèches.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste de La Calade qui doit alimenter le datacenter est à nos pieds ; la capacité électrique restante pour les quartiers de la Viste n'est pas indiquée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon vers La Viste ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres où l'ARS dénombre 51 écoles et 43 crèches.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent de sud, le panache des cheminées remonte le vallon vers La Viste ; nous sommes dans le rayon de trois kilomètres où l'ARS dénombre 51 écoles et 43 crèches.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste de La Calade qui doit alimenter le datacenter est à nos pieds ; la capacité électrique restante pour les quartiers de la Viste n'est pas indiquée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis le belvédère de la Viste, le regard porte sur tout le vallon jusqu'au port : le bâtiment de 33 mètres et ses douze cheminées seront en pleine vue, sans qu'aucune vue d'insertion n'ait été réalisée depuis les hauteurs.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le plateau de la Viste domine le vallon des Aygalades à 2,7 kilomètres au nord du site, dans le rayon de trois kilomètres retenu par l'ARS.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le poste de La Calade qui doit alimenter le datacenter est à nos pieds ; la capacité électrique restante pour les quartiers de la Viste n'est pas indiquée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Plateau de la Viste (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

15E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Les Trois Vallons

Situation : à 4,5 km au nord du site, quartier(s) Notre-Dame Limite. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
2	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
3	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
4	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
5	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
6	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
7	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
8	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
9	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
10	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
11	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
12	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
13	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
14	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
15	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
16	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
17	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
18	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
19	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
20	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m^3 de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
21	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
22	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
23	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
24	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
25	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
26	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
27	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
28	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
29	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
30	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les quartiers nord partagent un même bassin d'air ; l'ARS y constate déjà un état des milieux incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les quartiers nord partagent un même bassin d'air ; l'ARS y constate déjà un état des milieux incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Nos habitants rejoignent la ville par la rue de Lyon et attendent le tramway : la Métropole a jugé le permis incompatible avec ce projet.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les quartiers nord partagent un même bassin d'air ; l'ARS y constate déjà un état des milieux incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les quartiers nord partagent un même bassin d'air ; l'ARS y constate déjà un état des milieux incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Trois Vallons sont à 4,5 kilomètres au nord du site, dans le même bassin de vie et sur les mêmes axes que Saint-Louis.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les quartiers nord partagent un même bassin d'air ; l'ARS y constate déjà un état des milieux incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Trois Vallons (15e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

L'Estaque Plage

Situation : à 4,9 km au nord-ouest du site, quartier(s) L'Estaque. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
2	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
3	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
4	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
5	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
6	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
7	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
8	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
9	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
10	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
11	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
12	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
13	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
14	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
15	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
16	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
17	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
18	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
19	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
20	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
21	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
22	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
23	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
24	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
25	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
26	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
27	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
28	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
29	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
30	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les datacenters du port et des quartiers nord se raccordent aux mêmes postes sources que nos quartiers ; personne n'a présenté la capacité restante ni les priorités en cas de délestage.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les datacenters du port et des quartiers nord se raccordent aux mêmes postes sources que nos quartiers ; personne n'a présenté la capacité restante ni les priorités en cas de délestage.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque cumule les émissions du port, des navires et de l'A55 ; un septième datacenter marseillais avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à un bassin d'air déjà saturé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque cumule les émissions du port, des navires et de l'A55 ; un septième datacenter marseillais avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à un bassin d'air déjà saturé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque cumule les émissions du port, des navires et de l'A55 ; un septième datacenter marseillais avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à un bassin d'air déjà saturé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les datacenters du port et des quartiers nord se raccordent aux mêmes postes sources que nos quartiers ; personne n'a présenté la capacité restante ni les priorités en cas de délestage.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les datacenters du port et des quartiers nord se raccordent aux mêmes postes sources que nos quartiers ; personne n'a présenté la capacité restante ni les priorités en cas de délestage.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque cumule les émissions du port, des navires et de l'A55 ; un septième datacenter marseillais avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à un bassin d'air déjà saturé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque cumule les émissions du port, des navires et de l'A55 ; un septième datacenter marseillais avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à un bassin d'air déjà saturé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, hors du rayon de trois kilomètres de l'ARS, mais dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont déjà constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Plage (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

L'Estaque Gare

Situation : à 4,9 km au nord-ouest du site, quartier(s) L'Estaque. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
2	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
3	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
4	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
5	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
6	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
7	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
8	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
9	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
10	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
11	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
12	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
13	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
14	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
15	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
16	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
17	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
18	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
19	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
20	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
21	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
22	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
23	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
24	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
25	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
26	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
27	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
28	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
29	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
30	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Entre le port, l'A55 et désormais les datacenters, le bassin d'air de l'Estaque et des quartiers nord n'a pas besoin de 98 MW de combustion supplémentaires sans traitement des fumées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Entre le port, l'A55 et désormais les datacenters, le bassin d'air de l'Estaque et des quartiers nord n'a pas besoin de 98 MW de combustion supplémentaires sans traitement des fumées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Entre le port, l'A55 et désormais les datacenters, le bassin d'air de l'Estaque et des quartiers nord n'a pas besoin de 98 MW de combustion supplémentaires sans traitement des fumées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le chemin du Littoral et l'A55 sont nos seuls accès ; tout trafic supplémentaire de chantier ou de livraison de carburant vers Saint-Louis passe par eux.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Entre le port, l'A55 et désormais les datacenters, le bassin d'air de l'Estaque et des quartiers nord n'a pas besoin de 98 MW de combustion supplémentaires sans traitement des fumées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Entre le port, l'A55 et désormais les datacenters, le bassin d'air de l'Estaque et des quartiers nord n'a pas besoin de 98 MW de combustion supplémentaires sans traitement des fumées.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

L'Estaque-Gare est à cinq kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où l'ARS constate déjà des dépassements.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque Gare (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Saint-Henri

Situation : à 3,2 km au nord-ouest du site, quartier(s) Saint-Henri. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
2	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
3	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
4	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
5	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
6	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
7	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
8	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
9	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
10	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
11	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
12	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
13	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
14	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
15	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
16	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
17	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
18	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
19	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
20	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
21	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
22	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
23	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
24	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
25	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
26	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
27	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
28	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
29	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
30	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-Henri, qui subit déjà les émissions du port et de l'A55 ; l'ARS constate un état des milieux incompatible avec les usages dans tout le secteur.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-Henri, qui subit déjà les émissions du port et de l'A55 ; l'ARS constate un état des milieux incompatible avec les usages dans tout le secteur.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-Henri, qui subit déjà les émissions du port et de l'A55 ; l'ARS constate un état des milieux incompatible avec les usages dans tout le secteur.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-Henri, qui subit déjà les émissions du port et de l'A55 ; l'ARS constate un état des milieux incompatible avec les usages dans tout le secteur.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-Henri, qui subit déjà les émissions du port et de l'A55 ; l'ARS constate un état des milieux incompatible avec les usages dans tout le secteur.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-Henri est à 3,2 kilomètres au nord-ouest du site, entre la zone Actisud, dont le projet logistique est cité dans les effets cumulés du dossier, et le port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les accès de Saint-Henri, chemin du Littoral et chemin de Saint-Henri, sont saturés par le port et les zones d'activités ; un chantier de deux ans et des livraisons de carburant s'y ajoutent.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-Henri (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Saint-André

Situation : à 2,9 km au nord-ouest du site, quartier(s) Saint-Andre. Dans le rayon de 3 km étudié par l'ARS (43 crèches, 51 écoles, 29 établissements de santé).

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
2	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
3	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
4	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
5	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
6	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
7	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
8	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
9	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
10	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
11	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
12	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
13	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
14	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
15	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
16	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
17	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
18	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
19	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
20	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
21	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
22	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
23	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
24	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
25	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
26	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
27	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
28	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
29	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
30	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-André et Saint-Henri, qui cumulent déjà les émissions du port, de l'A55 et de la zone Actisud.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le chemin du Littoral et le chemin du Ruisseau-Mirabeau absorbent déjà le trafic du port et de la zone Actisud ; le dossier n'a pas modélisé le trafic cumulé.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André et Saint-Henri connaissent les zones logistiques et leurs promesses d'emploi ; les 30 salariés du datacenter ne compensent pas ce que le site devait apporter.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-André et Saint-Henri, qui cumulent déjà les émissions du port, de l'A55 et de la zone Actisud.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-André et Saint-Henri, qui cumulent déjà les émissions du port, de l'A55 et de la zone Actisud.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-André et Saint-Henri, qui cumulent déjà les émissions du port, de l'A55 et de la zone Actisud.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Par vent d'est, le panache des cheminées porte vers Saint-André et Saint-Henri, qui cumulent déjà les émissions du port, de l'A55 et de la zone Actisud.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André et Saint-Henri connaissent les zones logistiques et leurs promesses d'emploi ; les 30 salariés du datacenter ne compensent pas ce que le site devait apporter.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Saint-André est à trois kilomètres au nord-ouest du site, en limite du rayon retenu par l'ARS, et voisin immédiat du projet logistique Segro de la zone Actisud, chemin du Ruisseau-Mirabeau, que l'étude d'impact cite dans ses effets cumulés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Saint-André (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

L'Estaque – Le Marinier

Situation : à 5,5 km au nord-ouest du site, quartier(s) L'Estaque. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
2	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
3	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
4	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
5	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
6	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
7	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
8	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
9	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
10	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
11	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
12	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
13	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
14	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
15	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
16	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
17	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
18	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
19	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
20	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
21	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
22	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
23	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
24	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
25	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
26	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
27	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
28	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
29	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
30	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution que nous subissons viennent du port, de l'autoroute et des industries ; ajouter 98 MW de combustion sans traitement des oxydes d'azote aggrave un état des milieux que l'ARS juge déjà incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution que nous subissons viennent du port, de l'autoroute et des industries ; ajouter 98 MW de combustion sans traitement des oxydes d'azote aggrave un état des milieux que l'ARS juge déjà incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution que nous subissons viennent du port, de l'autoroute et des industries ; ajouter 98 MW de combustion sans traitement des oxydes d'azote aggrave un état des milieux que l'ARS juge déjà incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution que nous subissons viennent du port, de l'autoroute et des industries ; ajouter 98 MW de combustion sans traitement des oxydes d'azote aggrave un état des milieux que l'ARS juge déjà incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les épisodes de pollution que nous subissons viennent du port, de l'autoroute et des industries ; ajouter 98 MW de combustion sans traitement des oxydes d'azote aggrave un état des milieux que l'ARS juge déjà incompatible avec les usages.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le Marinier est à cinq kilomètres et demi au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Le Marinier (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque

Situation : à 5,8 km au nord-ouest du site, quartier(s) L'Estaque. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
2	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
3	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
4	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
5	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
6	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
7	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
8	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
9	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
10	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
11	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
12	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
13	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
14	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
15	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
16	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
17	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
18	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
19	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
20	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
21	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
22	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
23	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission
24	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
25	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
26	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
27	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
28	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
29	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
30	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Le précédent marseillais le plus proche montre qu'un datacenter de même taille peut se faire autrement, et ailleurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

Le datacenter n'était dans aucun des programmes présentés aux habitants entre 2022 et 2023.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

L'Agence régionale de santé n'a pas écrit un avis de forme : elle constate que l'air des quartiers autour du site est déjà au-delà des limites.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le bassin d'air du littoral nord est commun à l'Estaque, au port et à Saint-Louis ; l'ARS y constate déjà un dépassement des valeurs limites de particules.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Le bilan carbone du dossier est honnête sur un point : 907 000 tonnes équivalent CO_2. Il l'est moins sur ce qu'il compare et sur ce qu'il promet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Sur un terrain d'argiles gonflantes bordé par un ruisseau, la gestion des eaux de pluie n'est pas un détail : le dossier n'a pas réussi à se mettre d'accord avec lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Dans cette procédure, le pétitionnaire n'est pas tenu de répondre à nos observations. Il est tenu de répondre à la MRAe, et il ne l'a pas encore fait.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Vingt mégawatts de chaleur rejetés dans l'air, et un bâtiment « de récupération » qui n'a ni réseau ni client : voilà le bénéfice promis.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

Quatre hauteurs, deux nombres de groupes électrogènes, deux surfaces de plancher, deux positions sur le raccordement : le dossier est incohérent sur ses données de base.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

La loi impose de comparer des solutions de substitution raisonnables. Le volet naturel du dossier répond : « pas connu à date ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Un dossier qui ne sait pas dire combien de carburant il brûlera ne peut pas garantir l'impact de ses fumées.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le bassin d'air du littoral nord est commun à l'Estaque, au port et à Saint-Louis ; l'ARS y constate déjà un dépassement des valeurs limites de particules.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Le test mensuel des douze groupes, 45 minutes, équivaut à plus de mille poids lourds tournant au ralenti en même temps sur le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le bassin d'air du littoral nord est commun à l'Estaque, au port et à Saint-Louis ; l'ARS y constate déjà un dépassement des valeurs limites de particules.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Sur dix hectares, on nous avait promis 800 emplois. Le datacenter en apporte 30 sur près de deux hectares, et aucune contrepartie pour le quartier.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Quand l'usine a fermé, nos élus avaient posé une condition claire au devenir du site. Le datacenter est l'exact contraire de ce qui avait été voté.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Le ruisseau des Aygalades est l'une des dernières continuités écologiques des quartiers nord ; le dossier l'a inventorié en huit semaines et n'a pas regardé l'ombre que le bâtiment lui portera.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La sucrerie a laissé des métaux, des hydrocarbures et des sulfates dans le sol. Le projet y enterre cinq cuves de 100 m³ de carburant.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Les deux collectivités ont écrit ce qu'elles attendaient d'un datacenter à Marseille. Ce projet ne remplit presque aucun de leurs critères.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Le pétitionnaire est une société créée en juillet 2025, sans datacenter en France, dont les capacités reposent sur un tableau de chiffres « indicatifs » de sa maison-mère.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Tous les sites européens d'Edged sont dans des parcs industriels ou logistiques. Celui de Marseille est le seul bordé d'habitations à dix mètres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Un service de l'État écrit noir sur blanc que le bâtiment « apparaît non conforme aux dispositions du PLUi ». Cette phrase ne figure pas au dossier mis à la consultation.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les Hauts de l'Estaque, la rade et le fond du vallon des Aygalades sont en vue : le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées de 43 mètres seront visibles dans la perspective du port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

Le porteur promet un refroidissement sans eau. C'est exact, et cela veut dire que les jours de canicule, tout passe par l'électricité et par le bruit des ventilateurs.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Un quartier où le bruit de fond nocturne est déjà de 44 à 51 dB(A) ne peut pas absorber +27 dB(A) en limite de propriété.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

L'étude d'impact regarde le projet seul. La MRAe et la DDTM demandent de le regarder avec tout ce qui l'entoure.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le bassin d'air du littoral nord est commun à l'Estaque, au port et à Saint-Louis ; l'ARS y constate déjà un dépassement des valeurs limites de particules.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Le dossier revendique le classement européen des grandes installations de combustion, puis explique pourquoi aucune de ses règles ne s'applique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Le bassin d'air du littoral nord est commun à l'Estaque, au port et à Saint-Louis ; l'ARS y constate déjà un dépassement des valeurs limites de particules.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Le bâtiment serait achevé fin 2028 ; le poste électrique qui doit l'alimenter aux deux tiers ne serait pas livré avant le troisième trimestre 2030. Le dossier ne dit pas ce qui se passe entre les deux.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

La collectivité qui construit le tramway a dit non, deux fois, à ce permis de construire.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

La consultation a été ouverte le 24 août, huit jours avant l'avis de la MRAe : le public a commencé à lire un dossier que l'autorité environnementale n'avait pas encore jugé.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Cinq cents mètres cubes de carburant enterrés au-dessus d'une galerie et à côté de canalisations de gaz méritent mieux qu'un silence.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Le public ne peut se prononcer que sur ce qu'on lui montre. Plusieurs pièces qui changent la lecture du dossier ne sont pas au registre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Le dossier vante un fluide frigorigène « à faible impact ». L'autorité environnementale rappelle qu'il s'agit d'un polluant éternel.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Hauts de l'Estaque dominent la rade à près de six kilomètres du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Les studios réhabilitent l'existant ; le datacenter est la seule construction neuve, et elle domine tout le site.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Depuis les Hauts de l'Estaque, la rade et le fond du vallon des Aygalades sont en vue : le bâtiment de 33 mètres et ses cheminées de 43 mètres seront visibles dans la perspective du port.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier Les Hauts de l'Estaque (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

16E ARRONDISSEMENT · QUARTIER

L'Estaque – Riaux

Situation : à 5,8 km au nord-ouest du site, quartier(s) Les Riaux. Hors du rayon de 3 km étudié par l'ARS, dans le même bassin d'air et sur les mêmes réseaux.

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

LES TRENTE CONTRIBUTIONS PROPOSÉES

1	**Santé** — Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS
2	**Politique publique** — Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023
3	**Refroidissement** — Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule
4	**Fluides** — 14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »
5	**Emploi** — Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site
6	**Risques** — Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact
7	**Air** — Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt
8	**Chaleur fatale** — Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C
9	**Porteur du projet** — Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions
10	**Qualité du dossier** — Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés
11	**Bruit** — Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit
12	**Biodiversité** — Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié
13	**Histoire du site** — Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter
14	**Comparaison** — MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine
15	**Transports** — Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole
16	**Procédure** — Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable
17	**Groupes électrogènes** — Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre
18	**Urbanisme** — Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes
19	**Procédure** — Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur
20	**Sols et nappe** — Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau
21	**Comparaison** — Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?
22	**Choix du site** — Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat
23	**Eau** — Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable
24	**Parole publique** — En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »
25	**Effets cumulés** — Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié
26	**Pièces manquantes** — Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe
27	**Climat** — 907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées
28	**Électricité** — Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?
29	**Paysage** — Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère
30	**Combustion** — 98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

SANTÉ · ARGUMENT 2

Un état des milieux déjà « incompatible avec les usages », et des rejets non étudiés, selon l'ARS

Ajouter 98 MW de combustion dans un secteur où la santé publique constate déjà un dépassement, c'est la question que pose l'avis de l'ARS.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux vivent depuis un siècle avec les émissions industrielles et portuaires ; un septième datacenter avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à ce fardeau, sans évaluation cumulée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Dans son avis du 4 août 2026, l'ARS écrit que « l'état des milieux est jugé incompatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site », les poussières PM10 dépassant déjà la valeur limite. Elle relève que les rejets aqueux ne sont pas traités dans l'étude d'impact, « choix non justifié », que la pollution due au trafic n'est pas prise en compte alors que l'étude la désigne comme source principale, et qu'« aucune mesure » n'est proposée pour éviter ou réduire les rejets atmosphériques.

Dans un rayon de trois kilomètres, l'ARS dénombre 43 crèches, 29 établissements de santé et 51 écoles, auxquels s'ajoutent l'école et le musée prévus dans les studios voisins. Elle demande que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission conformes aux hypothèses de l'étude. Les groupes électrogènes rejettent 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote, sans traitement, par douze cheminées de 43 mètres.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation sanitaire complète intégrant le trafic induit, les rejets aqueux et les autres datacenters de l'agglomération, la publication des concentrations attendues aux écoles et crèches situées dans le rayon de trois kilomètres, et l'inscription dans l'arrêté de valeurs limites d'émission opposables, avec traitement des oxydes d'azote.

SOURCES

Avis de l'ARS PACA du 4 août 2026 (DD13-0726-7250-D), p. 3-8 ; volet sanitaire de l'étude d'impact (annexes PJ04, p. 337-338 : 990 mg/Nm³, 7,56 kg/h de NOx par groupe) ; avis MRAe p. 13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

POLITIQUE PUBLIQUE · ARGUMENT 19

Le projet contredit les orientations votées par la Métropole en juin 2025 et la stratégie votée par la Ville en octobre 2023

Cinq mois avant le dépôt de la demande, la Métropole a fixé la règle : pas plus de 12 MW en tissu urbain dense. Le projet en fait 20, avec 29,5 MW raccordés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le Conseil de la Métropole a adopté le 26 juin 2025 des « orientations stratégiques territoriales pour un accueil vertueux des datacenters » : « en tissu urbain dense, et en particulier dans la zone littorale ayant déjà accueilli un nombre élevé de datacenters, seuls les projets en dessous de 12 MW seront étudiés », les projets de plus de 25 MW étant orientés vers des sites dédiés. Les autres critères, contreparties pour le territoire, emploi local, chaleur récupérée, énergies renouvelables couplées, acceptabilité, ne sont pas davantage remplis.

La Ville de Marseille avait voté le 20 octobre 2023 (délibération 23/0568/VAT) une stratégie prévoyant une commission consultative devant laquelle chaque porteur présente ses engagements, une grille d'analyse fondée sur « une alimentation 100 % renouvelable et 40 % de récupération de chaleur fatale », et affirmant que « la taille des projets qui verraient le jour à Marseille devra être désormais modeste ». Aucune trace au dossier de l'examen du projet par l'une ou l'autre de ces instances.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Métropole et la Ville indiquent si le projet a été examiné par l'instance d'analyse et la commission consultative qu'elles ont créées, rendent chacune un avis motivé au regard de leurs propres critères avant le 24 novembre, et que le préfet en tienne compte.

SOURCES

Délibération IVIS-001-26/06/2025-CM de la Métropole et son annexe (p. 8-13) ; compte rendu du Conseil de la Métropole du 26 juin 2025, rapport n° 276 ; délibération 23/0568/VAT du conseil municipal de Marseille du 20 octobre 2023, p. 4-6 ; description des installations PJ46 (20 MW, 29,5 MW).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

REFROIDISSEMENT · ARGUMENT 22

Refroidissement sec « sans eau » : la contrepartie, c'est la pointe électrique des après-midi de canicule

PUE 1,15 : c'est une moyenne annuelle. Le chiffre qui compte pour le réseau et pour les riverains, c'est celui d'un après-midi à 38 °C.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le refroidissement est une boucle fermée de glycol avec seize groupes froids en toiture, sans tour aéroréfrigérante : l'eau consommée se limite à 650 m³ par an pour les sanitaires et l'humidification, et quinze cuves de 1 m³ de glycol servent à l'appoint. En contrepartie, la capacité d'évacuer la chaleur dépend de la température de l'air : un refroidisseur sec à 38 °C consomme deux à trois fois plus d'électricité qu'un système évaporatif pour la même charge, et ses ventilateurs tournent à plein régime.

Le PUE de 1,15 annoncé est une moyenne annuelle ; le dossier ne donne pas la puissance appelée un jour de canicule, ni son effet sur le réseau des quartiers nord, ni le niveau sonore correspondant. Les vagues de chaleur sont précisément les périodes où le réseau électrique est le plus sollicité et où la qualité de l'air est la plus dégradée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la puissance électrique appelée et le niveau sonore modélisé pour une journée à 38 °C, la garantie de fonctionnement sans recours aux groupes électrogènes en période de canicule, et une clause de priorité aux usages domestiques en cas de délestage.

SOURCES

Description des installations PJ46 (groupes froids, cuves de glycol) ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; étude d'impact PJ04 (consommation d'eau 650 m³/an) ; questions 19 et 20 du dossier citoyen.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

FLUIDES · ARGUMENT 4

14,4 tonnes de R-1234ze en toiture : un PFAS présenté comme un fluide « à faible impact »

Seize groupes froids en toiture, 14 400 kilos d'un gaz de la famille des PFAS : le dossier le classe en simple déclaration.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les groupes froids contiennent 14 400 kg de R-1234ze et 140,55 kg de R32. Le dossier ne retient qu'un potentiel de réchauffement « PRG = 7 » et classe l'installation sous la rubrique 1185-2a en déclaration. La MRAe rappelle qu'en atmosphère ouverte le R-1234ze génère du HFC-23, dont le potentiel de réchauffement est de 14 800, soit un PRG secondaire « de l'ordre de 1 400 ± 700 », et qu'il s'agit d'un PFAS dont la décomposition produit de l'acide trifluoroacétique, persistant et difficile à éliminer de l'eau potable.

Le bilan carbone du projet compte lui-même 44 349 tonnes équivalent CO_2 de fuites de fluide sur cinquante ans. La MRAe demande une évaluation des risques sanitaires des fuites, incluant les effets cumulés avec les autres centres de données marseillais, qui utilisent des fluides comparables.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons le taux de fuite retenu, le dispositif de détection, l'étude des alternatives sans PFAS, et une évaluation des effets cumulés du TFA sur les eaux du ruisseau des Aygalades et sur la ressource en eau, avant toute autorisation.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 143 ; description des installations PJ46 (rubrique 1185-2a) ; note de présentation non technique p. 11 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis MRAe p. 13-14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EMPLOI · ARGUMENT 26

Emplois : 30 selon le dossier, 40 selon la réunion publique, 800 promis en 2022 sur le même site

Un datacenter emploie peu de monde par nature. La question est ce que le quartier reçoit en échange de 98 MW de combustion à ses fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier annonce 30 salariés ; à la réunion publique du 3 septembre 2026, le porteur a parlé de 40 emplois directs et 80 indirects, sans en préciser la nature. Le site jumeau de Getafe emploie une trentaine de personnes pour 20 MW. Le programme présenté en 2022 pour l'ensemble du site visait 800 emplois, et la note d'examen au cas par cas de janvier 2023 décrivait encore un hôtel logistique de 36 200 m² et des activités de PME.

Les orientations de la Métropole du 26 juin 2025 demandent aux opérateurs « recrutement local, formations, clauses d'insertion et contreparties, notamment financières » pour le territoire, et n'acceptent la friche que si elle ne se fait pas « au détriment d'activités génératrices d'emplois ». Le dossier ne comporte ni clause d'insertion, ni engagement de recrutement local, ni contrepartie pour les 15e et 16e arrondissements.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la liste précise des emplois créés, un engagement de recrutement local et de formation inscrit dans l'arrêté ou dans une convention avec la Ville, et l'indication des avantages fiscaux ou fonciers consentis à l'opération.

SOURCES

Description des installations PJ46 (effectif) ; La Provence, 5 septembre 2026 (réunion publique) ; note d'examen au cas par cas F09323P0031, janvier 2023 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025, p. 8-13 ; DCD, 30 juin 2025 (Getafe).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

RISQUES · ARGUMENT 9

Galerie de la mer, canalisations de gaz, zone d'effondrement : des risques absents de l'étude d'impact

Sous le terrain passe une galerie ; en limite passent des canalisations de gaz ; à l'est, une zone d'effondrement. L'étude d'impact n'en traite pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le service des risques de la Ville rappelle les servitudes des canalisations de matières dangereuses GRTgaz « Marseille CI Saint-Louis Sucre » et signale que le terrain est « concerné par une zone inconstructible pour cause d'effondrements » (article 6.4 des dispositions générales du PLUi). GRDF confirme une canalisation hors service en limite de la parcelle. La MRAe note que la galerie de la mer et les canalisations ne sont pas traitées.

La DDTM ajoute que « la présence d'une zone d'effondrement en partie est du site n'est pas suffisamment prise en compte », qu'il convient « de préciser si cette zone est en lien avec la galerie de la mer » et que sur ce point « l'étude d'impact apparaît insuffisamment documentée et argumentée ». Le dossier évalue les effets du site sur les canalisations, mais pas ceux d'une rupture de canalisation sur un site qui stocke 500 m³ de carburant et des batteries.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une étude spécifique de la galerie de la mer et de la zone d'effondrement, la superposition cartographique des canalisations, des cuves et des bassins, et une analyse des effets dominos venant de l'extérieur dans l'étude de dangers.

SOURCES

Avis du service risques de la Ville (SPPGR/SRR) du 30 janvier 2026 et avis GRDF (dossier PCVD) ; avis MRAe p. 15 ; avis DDTM 13 p. 6 ; plans PJ12-2 et PJ12-3 ; rapport de base PJ61 p. 49.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

AIR · ARGUMENT 21

Un seul groupe électrogène en marche équivaut à une centaine de poids lourds moteur allumé à l'arrêt

Pour donner un ordre de grandeur que tout le monde comprend : un groupe en marche, c'est une centaine de camions au ralenti devant les fenêtres.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux vivent depuis un siècle avec les émissions industrielles et portuaires ; un septième datacenter avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à ce fardeau, sans évaluation cumulée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

D'après le volet sanitaire du dossier, chaque groupe rejette 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote pour un débit de 7 631 Nm³/h, soit 7,56 kg par heure, et brûle 779 litres de carburant par heure. Les mesures publiées sur des poids lourds diesel au ralenti donnent 48 à 86 grammes d'oxydes d'azote par heure et environ 3 litres de carburant : un groupe équivaut donc à 90 à 160 camions pour les oxydes d'azote et à 170 à 260 camions pour le carburant brûlé.

Le test mensuel, douze groupes pendant 45 minutes, rejette 68 kg d'oxydes d'azote ; le scénario d'urgence du dossier, dix groupes pendant 48 heures, 3,6 tonnes. Sur l'année, le dossier retient 982 kg par groupe, près de 12 tonnes pour le site. Les fumées sortent à 43 mètres, ce qui les disperse mieux qu'un pot d'échappement, mais la quantité émise est celle-là, sans aucun traitement.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que les essais mensuels soient limités en durée et en nombre de groupes simultanés, interdits par temps de vent faible et de pic de pollution, annoncés aux riverains, et que l'arrêté impose un traitement des oxydes d'azote ou un carburant et une motorisation à faibles émissions.

SOURCES

Volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes PJ04 p. 337-338 ; étude d'impact p. 151 (779 L/h) ; Khan et coll., Journal of the Air & Waste Management Association, 2006 (émissions au ralenti de 75 poids lourds) ; Argonne National Laboratory (consommation au ralenti).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHALEUR FATALE · ARGUMENT 13

Chaleur fatale : une promesse « hypothétique », sans réseau ni preneur, à 35 °C

Le porteur présente la récupération de chaleur comme un bénéfice pour le quartier. Deux services de l'État la qualifient d'hypothétique.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit que les mesures de valorisation de la chaleur « demeurent hypothétiques », le dossier se limitant « à proposer un pré-dimensionnement de raccordement aux Studios de la Méditerranée, sans engagement explicite de ces derniers à y souscrire » ; le réseau de chaleur urbain « n'en est qu'au stade du projet » et un raccordement ne pourrait intervenir que dans une « hypothétique phase 3 » ; enfin « la température moyenne de rejet, de l'ordre de 35 °C, limite les possibilités de valorisation ». Les studios ont des besoins « saisonniers uniquement » et « en froid plus importants qu'en chaud ».

La DDTM constate aussi que « le bilan énergétique quantitatif global n'est pas présenté de manière explicite », ce qui empêche d'apprécier les mesures annoncées et « ne permet pas non plus d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La stratégie de la Ville du 20 octobre 2023 prend pour référence 40 % de chaleur récupérée : ici, c'est zéro tant qu'aucun preneur n'existe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un engagement écrit et daté d'un preneur de chaleur avant l'autorisation, la construction du dispositif de récupération dès l'origine, un bilan énergétique complet, et une clause de l'arrêté rendant la valorisation obligatoire à une échéance fixée.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 6-7 ; étude d'impact PJ04 p. 125 et annexe 6 (note d'opportunité, p. 396 et suivantes) ; avis MRAe p. 3 et 7 ; délibération 23/0568/VAT de la Ville de Marseille du 20 octobre 2023.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PORTEUR DU PROJET · ARGUMENT 17

Capacités financières : des projections « pro forma », une société de projet créée en 2025, un bail sous conditions

Qui s'engage, et avec quel argent ? La pièce du dossier consacrée aux capacités financières ne contient aucun compte certifié.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

ESL Properties est une SAS à associé unique créée le 7 juillet 2025, dont l'activité déclarée est la location de biens immobiliers. La pièce PJ47 ne présente aucun compte de cette société : ses capacités sont « basées sur les informations de Edged Energy », sous forme d'un tableau « pro forma » de « chiffres indicatifs au niveau du portefeuille » qui fait passer le chiffre d'affaires américain d'Edged de 28,8 M$ en 2023 à 720 M$ en 2026 et la valeur des actifs de 360 M$ à 9 Md$ en trois ans ; dans chaque case, la valeur vaut exactement 12,5 fois le chiffre d'affaires. Aucun bilan certifié, aucune garantie de la maison-mère, aucune garantie financière de remise en état.

Le terrain appartient à la Foncière Saint-Louis, société au capital de 3 000 € créée en février 2024 ; ESL n'est preneur que d'un bail à construction du 29 juillet 2025 « soumis à diverses conditions suspensives ». Le dossier indique lui-même qu'Edged « ne possède aucun datacenter en France ». La presse financière rapporte environ deux milliards de dollars de dette levés en 2026 et une cession du groupe à l'étude : le dossier ne dit pas ce qu'il advient des engagements en cas de changement de propriétaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons les comptes certifiés du pétitionnaire et de sa maison-mère, une garantie de la société mère opposable, la constitution de garanties financières de remise en état avant tout démarrage, et une clause de l'arrêté maintenant l'ensemble des engagements en cas de cession du site ou de l'exploitant.

SOURCES

Pièce PJ47 p. 4-6 ; PJ03 (attestation notariale du 14 novembre 2025, bail à construction) ; étude de dangers PJ49 p. 36 ; registre du commerce (SIREN 989 019 146 ; Foncière Saint-Louis, RCS Aix-en-Provence) ; presse financière (Bloomberg, 28 juillet 2026).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

QUALITÉ DU DOSSIER · ARGUMENT 15

Un dossier qui se contredit : hauteurs, nombre de groupes, surfaces, raccordement, effets cumulés

On ne peut pas donner un avis éclairé sur un dossier qui affirme une chose dans une pièce et son contraire dans la suivante.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bâtiment fait 26,55 m de façade et 33 m au total dans l'analyse de conformité, 30 m dans la notice architecturale, « environ 35 mètres » pour la DDTM. Les groupes électrogènes sont « 10 unités » en test dans une pièce et « 12 » dans une autre. La surface de plancher des studios est de 38 208 m² dans une pièce et 38 305 m² dans une autre, incohérence relevée par la MRAe. L'étude d'impact écrit page 157 que les travaux de raccordement électrique ne sont pas soumis à évaluation environnementale ; la description des installations affirme page 53 qu'ils « relèvent du même projet » et que l'étude d'impact les analyse.

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate « des difficultés de lisibilité des plans », qui « mentionnent un zonage UEa2 et une hauteur sectorisée en façade de 30 mètres, ce qui est en contradiction avec les éléments précédemment relevés ». La MRAe juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », avec 569 pages d'annexes sans sommaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une version corrigée et cohérente du dossier, soumise à une nouvelle période de consultation, et, à défaut, que le commissaire enquêteur constate dans son rapport que le public n'a pas pu se prononcer sur des données stabilisées.

SOURCES

Description des installations PJ46 p. 53 et 57 ; notice PC-4a ; note de présentation non technique p. 3, 5 et 8 ; étude d'impact PJ04 p. 138, 144 et 157 et tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 5 (notes 1 et 7) et 9-10 ; avis DDTM 13 p. 6.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BRUIT · ARGUMENT 5

Bruit : des dépassements déjà modélisés par le dossier, jusqu'à +27 dB(A) la nuit

Ce n'est pas nous qui le disons : c'est l'étude acoustique du pétitionnaire qui annonce des dépassements dans plusieurs modes de fonctionnement.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'état initial nocturne en zone à émergence réglementée est de 44,5 à 51,5 dB(A). L'étude acoustique de mai 2026 montre que le niveau admissible n'est pas respecté : +7,5 dB(A) en mode « bâtiment noir » (8 groupes électrogènes et 8 refroidisseurs), et en mode secours, tous équipements en marche, +17 dB(A) le jour et +27 dB(A) la nuit en limite est, +12 dB(A) en zone d'émergence est, +4 dB(A) au nord. Même en mode standard, le cumul datacenter et studios dépasse de 0,5 dB(A) la nuit au nord.

La MRAe demande des mesures de réduction à la source garantissant la conformité « dans tous les cas de figure ». Le bruit du centre logistique prévu au sud et celui du trafic induit ne sont pas modélisés. L'heure des essais mensuels des douze groupes n'est pas fixée.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté impose la conformité acoustique dans tous les modes de fonctionnement, y compris le mode secours, avec des mesures de réception en limite de propriété et chez les riverains, que les essais mensuels soient interdits la nuit, le week-end et pendant les horaires scolaires, et que le cumul avec le centre logistique soit modélisé.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 118 et suivantes (tableaux 26 et suivants) et étude acoustique en annexe ; avis MRAe p. 12-13.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

BIODIVERSITÉ · ARGUMENT 10

Volet naturel : inventaires incomplets, Natura 2000 non évalué, ombrage de la ripisylve jamais étudié

Un bâtiment de 33 mètres plein est du ruisseau : l'État demande où est l'étude de l'ombrage sur la ripisylve. Il n'y en a pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les inventaires reposent sur huit semaines de terrain en 2025 et un seul passage hivernal en 2022. La MRAe juge les inventaires incomplets et constate que le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 « n'a pas été établi », alors que les impacts bruts sont qualifiés de « forts » et les impacts résiduels de « négligeables » sans démonstration.

La DDTM identifie 1 118 m² de zones humides dans la ripisylve, signale la présence potentielle de chiroptères dans les bâtiments à démolir et pose une question absente du dossier : « l'élévation du futur data center qui avoisine les 33 mètres de hauteur pourrait avoir des incidences liées à l'ombrage du bâtiment sur le ruisseau et ses ripisylves. Il semble que cet aspect n'ait pas été étudié. » Elle rappelle qu'une dérogation « espèces protégées » peut être nécessaire.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons des inventaires sur un cycle biologique complet, l'évaluation des incidences Natura 2000, l'étude de l'ombrage porté sur le ruisseau et sa ripisylve, et, le cas échéant, le dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées avant la décision.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, annexe 9 (volet naturel EODD du 19 septembre 2025) ; avis MRAe p. 16-17 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 2 et 4-5.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

HISTOIRE DU SITE · ARGUMENT 25

Ce qui était prévu avant : cinq hectares pour le cinéma financés par l'État, dont un tiers va au datacenter

En 2022, on nous a annoncé des studios de cinéma et une base logistique. En 2023, l'État a financé le cinéma sur cinq hectares. En 2026, un tiers de ces cinq hectares devient un datacenter.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Après la vente du site par Saint Louis Sucre le 29 avril 2022 (1,7 M€ pour 10,4 hectares), le programme annoncé était de 4,5 hectares de studios pour Provence Studios et 6,5 hectares de base logistique pour La Poste, avec 50 M€ d'investissement et 800 emplois visés. En mai 2023, le projet « Studios de la Méditerranée » est lauréat de France 2030 sur cinq hectares, avec studios, bassin de tournage et 6 000 m² de formation, pour une aide estimée par la presse à 26 ou 27 millions d'euros.

Le lot acquis en 2025 par la Foncière Saint-Louis mesure 48 858 m² : 31 701 m² restent aux studios, en réhabilitation de l'existant, et 17 157 m², soit 35 %, deviennent le datacenter, seule construction neuve. La notice du permis le résume : « seul le projet EDGED crée de la surface de plancher ». En juin 2025, la presse locale présentait encore le centre de données comme un équipement destiné à stocker les données de tournage et à « équilibrer le modèle » ; sa taille réelle n'a été révélée qu'en avril 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le porteur du projet cinéma indique si le programme financé par France 2030 est maintenu à périmètre constant, quel engagement écrit lie le datacenter aux studios, et que la consultation porte sur le projet global du site, comme le demande la MRAe.

SOURCES

DVF (mutation du 29 avril 2022) ; presse (France 3 24 septembre 2022, Supply Chain Magazine 7 octobre 2022, Businews 22 mai 2023, Gomet' 16 octobre 2023, Made in Marseille 17 juin 2025, Marsactu 23 avril 2026) ; notice PC4 « présentation générale du dossier » (surfaces) ; avis MRAe p. 8.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 24

MRS5, l'autre datacenter Saint-Louis : dans l'enceinte du port, à 136 mètres des habitations, refroidi par la galerie de la mine

Même nom de sucrerie, même ordre de grandeur, mais presque tout diffère entre MRS5 dans le port et le projet de la rue de Lyon.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le cinquième datacenter de Digital Realty se construit dans l'enceinte portuaire, sur l'ancien silo à sucre de la même société Saint-Louis : habitations les plus proches à 136 mètres contre 10 mètres rue de Lyon ; domaine public portuaire attribué sur appel à manifestation d'intérêt, contre un terrain privé et un bail à construction consenti par une SAS au capital de 3 000 € ; « river cooling » sur la galerie de la mine pour la moitié de l'énergie frigorifique, contre une boucle sèche avec 14,4 tonnes de R-1234ze ; chaleur fatale destinée au réseau Massileo, auquel trois datacenters sont déjà raccordés, contre une promesse sans preneur.

MRS5 relève d'un exploitant qui a déjà quatre sites à Marseille et sa propre sous-station électrique ; le projet de la rue de Lyon est porté par une société de projet créée en juillet 2025, pour un groupe qui n'a aucun datacenter en France. La hauteur autorisée est de 22 mètres en zone portuaire, de 18 mètres dans la zone du projet, où un vélum de 30 mètres a été ajouté après l'enquête publique du PLUi.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe examine explicitement le domaine portuaire et les zones d'activités, et que le préfet motive, s'il autorise le projet, pourquoi un site d'habitat a été préféré à ces emplacements.

SOURCES

Avis MRAe sur MRS5 du 4 avril 2024 et rapport du commissaire enquêteur d'octobre 2024 ; règlement du PLUi (zones UEsP1, UEa2, UEb2) ; dossier citoyen, encart « MRS5, le précédent marseillais le plus proche ».

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

TRANSPORTS · ARGUMENT 1

Un permis jugé incompatible avec le tramway : deux avis défavorables de la Métropole

Avant même de parler d'environnement, le permis de construire du datacenter se heurte au projet de tramway que les quartiers nord attendent depuis vingt ans.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La direction des transports guidés de la Métropole a écrit le 31 mars 2026 que « le PC n'est pas compatible avec le projet de tramway et le plan de circulation associé » (extension nord de la ligne T3, phase 2). Le gestionnaire de la voirie a rendu le 15 avril 2026 un avis défavorable à titre conservatoire et demandé un sursis à statuer de deux ans : le terrain est dans le périmètre de sursis à statuer du tramway voté le 16 octobre 2023. Le projet doit en outre réserver dans son emprise une voirie publique traversante à double sens entre le boulevard Lavoisier et la rue de Lyon, qui ne figure pas au plan de masse.

La MRAe demande de reprendre l'étude de trafic pour intégrer les futures modifications du plan de circulation liées au tramway, et de justifier que les deux opérations ne font pas obstacle à la nouvelle liaison routière. L'étude de trafic du dossier compte plus de 10 000 véhicules par jour sur la rue de Lyon et ne prend pas en compte le centre logistique prévu au sud du site.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'autorisation environnementale ne soit pas délivrée tant que le plan de masse n'intègre pas la voirie traversante et la compatibilité avec la phase 2 du tramway, que la Ville de Marseille prononce le sursis à statuer demandé par la Métropole, et que les réponses du pétitionnaire aux deux avis défavorables soient versées au registre avant la clôture.

SOURCES

Avis de la Métropole des 31 mars et 15 avril 2026 (pièces « consultation avis 2187656 » et « 2186349 », dossier PCVD) ; délibération du 16 octobre 2023 (périmètre de sursis à statuer) ; avis MRAe du 1er septembre 2026, p. 11 ; étude de trafic d'octobre 2025 annexée à l'étude d'impact.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 16

Une consultation ouverte en plein été, avant l'avis de l'autorité environnementale, sans concertation préalable

Trois programmes successifs sur le site depuis 2022, tri postal, studios, datacenter, et pas une seule réunion de concertation préalable.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La procédure « parallélisée » de la loi industrie verte a permis d'ouvrir le registre le 17 août et la consultation le 24 août 2026, huit jours avant l'avis de la MRAe du 1er septembre. La réunion d'ouverture du 3 septembre s'est tenue deux jours après la publication de cet avis, avec pour seuls intervenants à la tribune le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'avis de consultation indique que le projet « n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable ». Le calendrier du dossier prévoyait un arrêté préfectoral en « septembre 2026 » et des travaux dès « octobre 2026 », avant la clôture.

Cette procédure n'est pas une enquête publique : sa durée de trois mois ne peut être ni suspendue ni prolongée, les réponses du pétitionnaire aux observations sont facultatives et peuvent être publiées en une seule fois le dernier jour, et le commissaire enquêteur ne rend plus d'avis favorable ou défavorable. Seule la réponse écrite à l'avis de la MRAe est obligatoire : elle n'était toujours pas au registre à la mi-septembre.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la publication immédiate du mémoire en réponse à la MRAe, une réunion publique supplémentaire en présence de la Ville et de la Métropole, l'engagement écrit que le calendrier de travaux d'octobre 2026 est abandonné, et que le rapport du commissaire mentionne les conditions d'ouverture de la consultation.

SOURCES

Avis de consultation du public (préfecture des Bouches-du-Rhône, arrêté du 21 juillet 2026) ; avis MRAe p. 2 et 9 ; note de présentation non technique p. 5 ; articles L.181-10-1 et R.181-36 du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

GROUPES ÉLECTROGÈNES · ARGUMENT 7

Heures de fonctionnement et carburant : des chiffres qui changent d'une pièce à l'autre

Combien d'heures les douze groupes tourneront-ils chaque année ? Le dossier donne trois réponses, et sa consommation annuelle varie du simple au décuple.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux vivent depuis un siècle avec les émissions industrielles et portuaires ; un septième datacenter avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à ce fardeau, sans évaluation cumulée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Les tests mensuels représentent « 12 groupes × 45 min × 10 mois = 108 h » dans l'étude d'impact, « × 12 mois = 108 h » dans le dossier énergie, et « 10 unités, soit 90 h par an = 108 h » dans la note non technique. L'ARS retient 130 heures. La consommation est de 779 L/h par groupe dans l'étude d'impact et de 806 L/h dans le dossier énergie ; le carburant annuel est de 98 040 litres dans le bilan carbone, mais de 1 009 m³ dans l'étude d'impact, dix fois plus.

La MRAe relève que le fonctionnement des groupes en cas de coupure du réseau n'est pas compté dans le bilan carbone. Le dossier parle de « HVO ou fioul » sans engagement, alors que son propre bilan indique que le fioul émet « 3,5 fois plus ». Un seul groupe à pleine charge brûle 779 litres et rejette 7,56 kg d'oxydes d'azote par heure.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un chiffrage unique et cohérent des heures, de la consommation et des émissions, un engagement contractuel sur le HVO inscrit dans l'arrêté, et la prise en compte des heures de coupure réseau dans le bilan des émissions.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 p. 144, 151 et 278 ; dossier énergie PJ104 p. 5 ; note de présentation non technique p. 5 ; bilan GES PJ53-56 p. 4 ; avis ARS p. 3 ; avis MRAe p. 14.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

URBANISME · ARGUMENT 8

Zonage et hauteur : « non conforme aux dispositions du PLUi » selon la DDTM, et quatre hauteurs différentes

Le dossier se réclame d'une zone qui n'est pas la sienne et d'un plafond de hauteur qui a été relevé pour un autre projet.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le dossier situe le projet en zone UEa2 avec un vélum de 30 mètres. La MRAe puis la DDTM 13 constatent qu'il est en zone UEb2, où « le PLUi prévoit une hauteur de façades limitée à 18 mètres ». La DDTM en conclut que « le projet prévoit un bâtiment d'une hauteur d'environ 35 mètres, ce qui apparaît non conforme aux dispositions du PLUi », relève « des difficultés de lisibilité des plans » et note que « l'étude d'impact ne comporte pas d'analyse relative à la compatibilité du projet avec le SCoT et le PLUi ». Selon les pièces, la façade fait 26,55 m, 30 m ou 35 m, pour 33 m au total.

Le vélum de 30 mètres a été ajouté par la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre (projet du hub cinématographique inclusif) », à la demande des porteurs du projet de cité du cinéma pendant l'enquête publique. Les plateaux de cinéma font 14 à 16 mètres sous gril : le seul bâtiment qui a besoin de 30 mètres est le datacenter. Enfin, l'OAP MRS-17 prévoit sur ce secteur un pôle de vie d'environ 2 000 m² d'hébergement et 4 000 m² de commerces ; pour la DDTM, « en l'état, le projet de datacenter ne s'inscrit pas dans cette programmation ».

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que la Ville, autorité compétente pour le permis, se prononce expressément sur la conformité du bâtiment aux règles de hauteur de la zone UEb2 et à l'OAP MRS-17, que le dossier soit corrigé sur le zonage, et que l'analyse paysagère absente de l'étude d'impact soit produite.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; avis MRAe p. 9-10 ; description des installations PJ46 p. 57 (26,55 m et 33 m) ; notice PC-4a (30 m) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 et 370-371 ; OAP MRS-17.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PROCÉDURE · ARGUMENT 28

Si le pétitionnaire ne répond pas : ce que la procédure permet, et ce que nous attendons du commissaire enquêteur

Nos observations peuvent rester sans réponse jusqu'au dernier jour : c'est pourquoi nous demandons au commissaire enquêteur de les consigner précisément.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le décret du 6 juillet 2024 précise que les réponses du pétitionnaire aux observations du public sont facultatives et peuvent être « transmises et publiées en une seule fois, au plus tard à l'issue de la période de consultation ». Seule la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale est obligatoire ; elle doit être publiée sur la plateforme pendant la consultation. Après la clôture, le commissaire remet la synthèse des observations au pétitionnaire, qui dispose de quelques jours pour y répondre, et son rapport reprend ces réponses sans rendre d'avis.

Une réponse manquante à l'avis de la MRAe, qui juge l'étude d'impact « mal structurée et incomplète », priverait le public d'une garantie prévue par la loi : c'est un motif sérieux de contestation de l'autorisation. Les observations précises et sourcées obligent à une réponse précise ; les silences seront eux aussi consignés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater dans son rapport l'absence éventuelle de réponse à la MRAe et aux observations du public, d'user de son pouvoir de demander des documents, et de reproduire intégralement nos demandes avec les réponses ou l'absence de réponse qui leur sera opposée.

SOURCES

Articles L.181-10-1, L.122-1 et R.181-36 et suivants du code de l'environnement ; décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ; foire aux questions du ministère sur l'autorisation environnementale (version du 19 août 2025) ; avis MRAe p. 2.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

SOLS ET NAPPE · ARGUMENT 14

Sols pollués, nappe et ruisseau : 500 m³ de carburant enterrés à moins de dix mètres du cours d'eau

La dépollution de 2021 avait été calibrée pour des bureaux de plain-pied ; on y creuse aujourd'hui des cuves et des fondations profondes, sans nouvelle analyse.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le rapport de base décrit des remblais pollués aux métaux, hydrocarbures et sulfates ; le plan de gestion de 2021 était dimensionné pour un usage tertiaire de plain-pied. Le projet prévoit cinq cuves enterrées de 100 m³ de fioul ou de HVO et douze réservoirs journaliers, à moins de dix mètres du ruisseau des Aygalades. Le rapport de base indique que « le suivi des eaux souterraines post travaux réhabilitation est non communiqué » et que « le diagnostic sur les sols est à compléter après excavations ».

La DDTM demande que les deux piézomètres de 2008 soient régularisés ou comblés, propose une prescription imposant un porter à connaissance avant tout pompage d'assèchement non prévu, et exige que le porteur « garantisse que les modalités de gestion des eaux pluviales ne généreront pas d'impact sur la nappe et le cours d'eau ». Les comptes 2023 de l'ancien propriétaire provisionnent encore 5,36 M€ de dépollution restant à faire : le dossier ne dit pas qui porte aujourd'hui cette obligation.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse des risques résiduels actualisée pour l'usage datacenter, le versement du suivi de nappe de 2024, la désignation claire du responsable des obligations de remise en état, et l'étude d'une réduction du stock de carburant enterré.

SOURCES

Rapport de base PJ61 p. 20 et 49 ; description des installations PJ46 (cuves) ; avis DDTM 13 p. 2-4 ; comptes 2023 de BF3 Marseille Saint-Louis déposés au greffe de Paris (provision pour dépollution) ; arrêté préfectoral de prescriptions du 11 janvier 2021.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMPARAISON · ARGUMENT 23

Ailleurs, Edged construit dans des parcs logistiques, avec des batteries ou du gaz : pourquoi le fioul et l'habitat à Marseille ?

Le site jumeau de ce projet, à Getafe près de Madrid, a la même puissance et 40 MWh de batteries. À Marseille, ce sont douze groupes au fioul et 500 m³ de carburant enterrés.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

En Espagne et au Portugal, Edged n'exploite que des sites en parcs logistiques ou industriels : Madrid-Getafe (20 MW, 40 MWh de batteries), Barcelone Zona Franca, Bilbao-Arasur, Lisbonne-Castanheira do Ribatejo, où le secours électrique est au gaz naturel. Le foncier y est porté par une foncière cotée, Merlin Properties. À Marseille, le foncier est porté par une SAS au capital de 3 000 € via un bail à construction, et le site est bordé d'habitations.

En Estrémadure, le projet de Navalmoral de la Mata (104 groupes diesel, 5 968 m³ de gasoil en première phase) fait l'objet d'un recours d'Ecologistas en Acción admis par le tribunal supérieur de justice le 7 août 2026, pour des motifs comparables : eau, bruit, chaleur résiduelle, stockage massif de carburant et procédure accélérée. Le dossier marseillais n'étudie aucune alternative au fioul : ni batteries, ni gaz, ni réduction du stock ou de l'autonomie.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons l'étude chiffrée des alternatives au secours par groupes diesel, batteries, gaz, autonomie réduite, telles qu'Edged les met en œuvre ailleurs, et la justification du choix du fioul en zone d'habitat.

SOURCES

Merlin Properties (rapports 2024-2026) ; edged.es ; presse espagnole et portugaise (Infobae 13 mai 2025, ECO 17 octobre 2024, eldiario.es Extremadura 7 août 2026) ; PJ03 (bail à construction) ; description des installations PJ46.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CHOIX DU SITE · ARGUMENT 11

Aucune solution de substitution : le dossier ne justifie pas le choix d'un quartier d'habitat

Pourquoi ici, à dix mètres des habitations, plutôt que dans une zone industrielle ? Le dossier ne pose pas la question.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

L'article R.122-5 du code de l'environnement exige « une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage ». L'étude d'impact reproduit cette obligation dans son rappel réglementaire, puis ne présente aucune alternative. Le volet naturel indique, à la rubrique « justification de la solution retenue » : « pas connu à date ».

La MRAe constate que « le dossier ne présente pas d'analyse comparative de sites potentiels d'implantation d'un data-center à l'échelle intercommunale et communale et n'argumente pas le choix du site sous l'angle des impacts sur l'environnement », ni de variante prenant en compte la continuité écologique du ruisseau. Elle recommande de produire cette analyse. La Métropole elle-même a voté en juin 2025 des orientations qui renvoient les projets de plus de 25 MW vers des sites dédiés.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le pétitionnaire produise l'analyse comparative de sites exigée par la MRAe, incluant les zones d'activités et le domaine portuaire, et que la décision soit reportée tant que cette pièce n'a pas été soumise au public.

SOURCES

Étude d'impact PJ04 (rappel du 7° de l'article R.122-5) ; annexe 9, volet naturel EODD, § 2.4 ; avis MRAe p. 10 ; orientations stratégiques de la Métropole du 26 juin 2025.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EAU · ARGUMENT 3

Eaux pluviales : trois volumes différents, deux études de sol contradictoires, un avis défavorable

Le service de la Métropole chargé du cycle de l'eau a rendu un avis défavorable parce que le dossier se contredit lui-même.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le pôle protection du cycle de l'eau de la Métropole constate, le 2 février 2026, que « les pièces de la demande contiennent des informations contradictoires » : ouvrages d'infiltration ou bassins de rétention, volumes de 580, 670 ou 277 m³, surfaces imperméabilisées différentes ; « le projet présente une étude de sol permettant d'infiltrer les eaux de pluie à la parcelle et une autre étude démontrant l'impossibilité d'infiltrer ». Le terrain est en zone B3 du plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles.

La MRAe ajoute que le dimensionnement ne respecte pas la période de retour de trente ans imposée par le PLUi, que les bassins d'infiltration sont prévus à 5-10 mètres des bâtiments en zone d'argiles gonflantes, et que l'étude géotechnique citée n'est pas jointe. La DDTM demande de vérifier que le fond des bassins reste à plus d'un mètre au-dessus des plus hautes eaux de la nappe, faute de quoi une évaluation du risque de transfert de pollution devra être produite.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une note hydraulique unique et cohérente, l'étude géotechnique complète, la démonstration du respect de la période de retour de trente ans, et l'engagement qu'aucun bassin d'infiltration ne sera créé sans vérification préalable du niveau de la nappe sur un sol pollué.

SOURCES

Avis DTER PPCE/STER1-S3133000/2026-01-9555 du 2 février 2026 (dossier PCVD) ; étude d'impact PJ04 p. 98-105 et annexe « Note de gestion des eaux pluviales » ; avis MRAe p. 17-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 3-4.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAROLE PUBLIQUE · ARGUMENT 30

En 2019, le conseil des 15e et 16e demandait qu'aucun changement de zonage ne permette de vendre le site « pour une autre activité »

Le conseil d'arrondissements a un précédent sur ce site : une délibération de 2019 que le dossier ne mentionne pas.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le 25 mars 2019, sur une question écrite portée par deux élus du secteur, le conseil des 15e et 16e arrondissements a délibéré, à propos de la fermeture de Saint-Louis Sucre, de demander au maire de Marseille de « n'autoriser aucune modification de zonage au PLUi permettant la vente du site de Saint-Louis Sucre pour une autre activité tant que toutes les actions de reprise du site dans la même filière n'ont pas été envisagées », et de « s'engager à trouver aux côtés de l'État et des autres collectivités un repreneur capable de préserver l'activité et les emplois sur site ».

Depuis, le zonage a bien été modifié : la modification n° 3 du PLUi, approuvée le 18 avril 2024, a ajouté un vélum de 30 mètres « afin de faciliter le projet sur l'usine Saint Louis Sucre » présenté comme un hub cinématographique. C'est ce vélum que le datacenter invoque. Le programme cinéma, soutenu publiquement par les élus du secteur et de la Ville en 2021 et 2022 face à un projet logistique, n'a jamais inclus, dans aucune présentation publique, un centre de données de 29,5 MW.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que le conseil des 15e et 16e arrondissements et le conseil municipal soient saisis du projet et rendent un avis par délibération avant le 24 novembre 2026, et que la Ville explique en quoi le datacenter respecte l'objet pour lequel elle a fait évoluer le PLUi en 2024.

SOURCES

Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille n° 569 du 11 avril 2019, p. 406-407 (question écrite QE19/03/8S et délibération du conseil d'arrondissements du 25 mars 2019) ; rapport de présentation de la modification n° 3 du PLUi, pièce H11, p. 258 ; compte rendu in extenso du conseil municipal du 4 novembre 2022, p. 126-127.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

EFFETS CUMULÉS · ARGUMENT 27

Effets cumulés : le septième datacenter marseillais, un projet logistique compté deux fois, un second site Brownfields oublié

Ce datacenter ne s'ajoute pas à rien : il s'ajoute à six autres à Marseille, à un centre logistique sur le même site, à un autre dans la zone Actisud et à un parc d'activités à un kilomètre.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux vivent depuis un siècle avec les émissions industrielles et portuaires ; un septième datacenter avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à ce fardeau, sans évaluation cumulée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le tableau des effets cumulés liste deux fois le projet logistique Segro de la zone Actisud, une fois avec la conclusion « non », une fois avec « oui, l'impact cumulé ne peut être exclu ». La DDTM constate que l'absence de bilan énergétique global « ne permet pas d'évaluer l'ampleur des risques d'effets cumulés avec le datacentre de la zone Actisud ». La MRAe rappelle que datacenter, studios et aménagement de la partie sud du site « doivent être regardés comme constituant un seul et même projet global », et que la partie sud, centre logistique et commerces, n'est ni décrite ni évaluée.

Ne figurent pas non plus : le parc d'activités que la Foncière des Industries, filiale de Brownfields, prépare sur 1,9 hectare au 540 chemin de la Madrague-Ville, à un kilomètre ; les six datacenters déjà exploités ou en chantier à Marseille, dont MRS5 dans le port ; ni les projets des Pennes-Mirabeau et de Bouc-Bel-Air, pour les effets sur le réseau électrique et la qualité de l'air à l'échelle du bassin.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une évaluation des effets cumulés à l'échelle du site entier et du bassin des quartiers nord, incluant le lot Sud, la zone Actisud, le parc de la Madrague-Ville et les autres datacenters, pour l'air, le bruit, le trafic et l'électricité.

SOURCES

Étude d'impact PJ04, tableau des effets cumulés ; avis MRAe p. 8 ; avis DDTM 13 p. 7 ; fichiers des propriétés des personnes morales 2025 (Foncière des Industries, parcelles 905 M 82 et 99) ; permis d'aménager du lot Sud (BF3, avril 2025).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PIÈCES MANQUANTES · ARGUMENT 18

Des pièces déterminantes manquent au registre, à commencer par l'avis de la DDTM et la réponse à la MRAe

Un avis de l'État daté du 19 août 2026, cinq jours avant l'ouverture, n'a pas été mis à la disposition du public. Il conclut à une non-conformité au PLUi.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Sont absents du registre : le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pourtant obligatoire pendant la consultation ; l'avis de la DDTM 13 du 19 août 2026, qui juge le bâtiment « non conforme aux dispositions du PLUi » et révèle que le poste électrique de La Calade ne serait pas livré avant 2030 ; les réponses aux deux avis défavorables de la Métropole ; le suivi de la nappe après dépollution ; l'analyse des risques pour l'usage datacenter ; l'étude géotechnique ; les comptes et garanties de la maison-mère ; les termes essentiels du bail à construction et du transfert des obligations de remise en état ; la convention de raccordement ; le permis d'aménager du lot Sud ; les pièces du PLUi qui ont porté le plafond de hauteur de 18 à 30 mètres.

Les contributions des autres services de l'État recueillies par la DREAL au titre de l'examen du dossier devraient être versées au même titre. Sans ces pièces, la consultation porte sur un dossier tronqué.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons au commissaire enquêteur de constater l'absence de ces pièces, d'en demander le versement au registre avant la clôture, et de considérer que le délai de consultation ne peut utilement courir sur une pièce obligatoire manquante.

SOURCES

Avis MRAe p. 2 et 14-18 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026 (n° AIOT 100303538) ; rapport de base PJ61 p. 20 ; PJ47 ; PJ03 ; avis Métropole des 2 février, 31 mars et 15 avril 2026 ; note d'examen au cas par cas F09323P0031 p. 22.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

CLIMAT · ARGUMENT 12

907 000 tonnes de CO_2 sur cinquante ans, un « scénario sans projet » à zéro et des mesures non arrêtées

Un projet qui consommera 159 GWh d'électricité par an et couvrira moins de 1 % de ce besoin avec ses panneaux ne peut pas se présenter comme « durable » sans explication.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le bilan estime 907 363 tonnes équivalent CO_2 sur cinquante ans, soit 18 147 tonnes par an : 48 % pour l'électricité, 42 % pour le renouvellement du matériel informatique tous les six ans, 4,9 % pour les fuites de fluide. Le datacenter consommera environ 159,4 GWh par an pour 20 MW informatiques ; les panneaux photovoltaïques produiraient 68 351 MWh en cinquante ans, moins de 1 % du besoin. Le « scénario sans projet » est fixé à zéro émission, comme si la friche ne pouvait accueillir que ce projet ou rien.

La MRAe note que ni la partie sud du site ni le fonctionnement des groupes électrogènes en cas de coupure ne sont comptés, et que les mesures d'évitement et de réduction listées ne précisent pas « celles retenues par les porteurs de projet et qui seront réellement mises en place ». Le PUE de 1,15 est une moyenne annuelle : un après-midi à 38 °C, le refroidissement sec appelle plusieurs mégawatts de plus.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons un bilan carbone incluant les groupes électrogènes et le lot Sud, un scénario de référence sincère, la liste des mesures effectivement retenues avec leur calendrier, et l'inscription dans l'arrêté de l'obligation d'un contrat d'électricité d'origine renouvelable vérifiable.

SOURCES

Bilan GES PJ53-56 p. 3-7 ; étude d'impact PJ04 p. 154 (photovoltaïque) et p. 278 ; dossier énergie PJ104 p. 7 (PUE) ; avis MRAe p. 14-15.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

ÉLECTRICITÉ · ARGUMENT 20

Les deux tiers de l'alimentation électrique n'arriveraient pas avant fin 2030 : quel fonctionnement d'ici là ?

Un datacenter sans son raccordement principal, avec douze groupes et 500 m³ de carburant sur place : la DDTM pose la question du « fonctionnement intensif des groupes électrogènes ».

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

La DDTM écrit : « le poste Enedis de La Calade, qui doit porter 20 des 29,5 MW de raccordement électrique, ne serait pas livré avant le 3e trimestre 2030. La date prévisionnelle de mise en service du datacentre n'étant pas indiquée au dossier, il convient de s'interroger sur le risque de fonctionnement intensif des groupes électrogènes en phase de démarrage. » Le chantier est prévu sur 24 mois à compter du 4e trimestre 2026 et le porteur annonce une mise en service fin 2028.

La DDTM rappelle aussi que le raccordement « fait partie du projet au sens de l'évaluation environnementale », contrairement à ce qu'affirme l'étude d'impact page 157, et que ses incidences « doivent être cumulées à celles du projet proprement dit ». Or tout le régime des émissions repose sur un engagement de moins de 500 heures de fonctionnement des groupes par an ; un fonctionnement prolongé ferait tomber cette exemption et exigerait un traitement des fumées qui n'est pas prévu.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons la date de mise en service, la puissance réellement disponible avant 2030 et le nombre de salles exploitées d'ici là, l'intégration des travaux de raccordement à l'étude d'impact, et l'interdiction expresse, dans l'arrêté, de tout usage des groupes électrogènes en production.

SOURCES

Avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 7 ; étude d'impact PJ04 p. 157 ; avis MRAe p. 7 (délai de 24 mois) ; avis Enedis (dossier PCVD) ; France 3 et ICI Provence, 2 septembre 2026 (mise en service fin 2028).

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

PAYSAGE · ARGUMENT 29

Un bloc de 167 mètres sur 44, 33 mètres de haut et douze cheminées de 43 mètres, sans analyse paysagère

Le bâtiment fera la longueur d'un terrain et demi de football, la hauteur d'un immeuble de dix étages, surmonté de douze cheminées. L'étude d'impact n'analyse pas ce que cela change dans le paysage.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux sont à près de six kilomètres au nord-ouest du site, dans le même bassin d'air que le port et les quartiers nord, où les dépassements de particules sont constatés.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le datacenter mesure 167 mètres sur 44, avec 6 475 m² d'emprise et 22 084 m² de plancher sur quatre niveaux : un rez-de-chaussée de 9,62 mètres puis trois étages de 6,30 mètres, 33 mètres au total, plus douze cheminées de 43 mètres. À côté, les bâtiments réhabilités des studios plafonnent à 26,8 mètres. Le vélum de 30 mètres du PLUi, ajouté en 2024 pour le « hub cinématographique », ne sert en pratique qu'à ce bâtiment.

La DDTM écrit qu'« au regard de la hauteur du bâtiment projeté, l'incidence paysagère est susceptible d'être significative. Cette dimension n'est pas analysée dans l'étude d'impact. » Elle relève aussi que l'ombre portée sur le ruisseau des Aygalades et sa ripisylve, plein est du bâtiment, n'a pas été étudiée. Les vues d'insertion du permis sont prises depuis la rue ; aucune depuis les collines et plateaux habités qui dominent le vallon.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons une analyse paysagère complète avec des vues depuis les quartiers en hauteur et depuis le parc François-Billoux, l'étude de l'ombrage, et l'examen d'une réduction de hauteur du bâtiment au plafond de 18 mètres de la zone.

SOURCES

Notice PC-4a et plans PC-3a, PC-3b, PC-5 (dimensions et niveaux) ; description des installations PJ46 p. 57 ; avis DDTM 13 du 19 août 2026, p. 5-6 ; pièces d'insertion PC-6a à PC-6e.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.

COMBUSTION · ARGUMENT 6

98 MW de combustion en ville, classés IED mais exemptés de toute valeur limite d'émission

Douze moteurs de 8 164 kW, 98 MW au total, et pas une valeur limite d'émission : ce n'est pas un oubli, c'est le résultat de deux exemptions que le dossier assume.

EN QUOI CELA CONCERNE NOTRE QUARTIER

Les Riaux vivent depuis un siècle avec les émissions industrielles et portuaires ; un septième datacenter avec 98 MW de combustion sans traitement s'ajoute à ce fardeau, sans évaluation cumulée.

CE QUE MONTRE LE DOSSIER

Le site relève de la rubrique 3110 (combustion de 50 MW et plus, directive IED). Mais chaque moteur faisant moins de 15 MW, la pièce PJ58 en déduit que ni l'arrêté du 3 août 2018 applicable aux installations de plus de 50 MW, ni les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent. Reste l'arrêté des installations de moins de 50 MW, dont l'article 8.I dispense de toute valeur limite d'émission les appareils « destinés aux situations d'urgence », dès lors que l'exploitant s'engage à moins de 500 heures par an.

Résultat : 990 mg/Nm³ d'oxydes d'azote à l'émission et « SCR : NON » dans la pièce énergie, là où un moteur neuf fonctionnant plus de 500 heures devrait tenir quelques centaines de mg/Nm³, trois à cinq fois moins. Tout le régime de pollution de l'air repose donc sur un engagement déclaratif d'heures, alors que la DDTM signale que les deux tiers du raccordement électrique n'arriveront pas avant fin 2030.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Nous demandons que l'arrêté fixe des valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote et les particules quel que soit le nombre d'heures, inscrive le plafond de 500 heures comme prescription opposable avec compteur horaire par groupe et déclaration annuelle publique, et impose un traitement des NOx si ce plafond est dépassé.

SOURCES

Pièce PJ58 « proposition de rubrique IED principale » ; description des installations PJ46 § 5.4 ; dossier énergie PJ104 (« SCR : NON ») ; arrêté du 3 août 2018 (installations < 50 MW), art. 8.I et 12 ; volet sanitaire de l'étude d'impact, annexes p. 337-338.

Habitant·e, association ou collectif du quartier L'Estaque – Riaux (16e arrondissement) :
Nom et qualité : _____ Date : _____ Signature :

Implication IA Niveau 2 : une IA générative a contribué à la structuration et à la synthèse documentaire de ce contenu. Les éléments publiés ont été relus, vérifiés et validés par des membres de l'association. Mention conforme au règlement intérieur de l'association Donut Marseille. Outil utilisé : logiciel Claude (Anthropic), modèle Opus.